

Fondements Généraux pour PEKEA

Au cours de notre colloque de lancement (Santiago 11-13 septembre 2002), lors des sessions plénières, nous avons développé quelques éléments importants qui peuvent être considérés comme des hypothèses de base que nous partageons. On trouve ci-après la version finale après discussion, critiques, commentaires et corrections.

Certains de ces éléments sont tirés de notre vision commune d'économies concrètes, d'autres sont des choix ou des principes éthiques, tous sont cohérents avec notre effort pour contribuer à la construction d'une planète humaine et solidaire. Ils sont présentés en trois points:

1. A propos des marchés, des entreprises, des politiques publiques, de la coopération, de la démocratie
2. A propos de l'individualisme /du holisme, de la rationalité/ d'un comportement approprié, de la confiance/du pouvoir, du travail, des communautés entreprenantes, de la valeur sociétale
3. A propos d'une approche non-disciplinaire /d'équipes mondiales, de théorie, de preuves solides, de slogans, d'innovations sociétales, d'éthique, d'enseignement en science humaine et sociale

1. A propos des marchés, des entreprises, des politiques publiques, de la coopération, de la démocratie

1.1. Nous sommes convaincus que le fonctionnement et l'évolution des activités économiques et par conséquent des économies "locales" ou "nationales" ne sont pas gouvernés de manière principale par les marchés et par les soi-disant "lois du marché"; au moins depuis la révolution industrielle, les forces motrices ont été les entreprises et les politiques publiques.

1.2. Les entreprises créent "leur" marché; depuis le milieu du 19^{ème} siècle, dans les nouveaux domaines de production industrielle, dans les nouvelles technologies, quelques entreprises ont constitué des oligopoles (l'acier, le pétrole, puis la chimie, puis l'automobile, l'informatique, l'électronique, les télécommunications, la pharmacie, l'aéronautique etc.). Dans le même temps, des politiques publiques ont essayé d'établir des règles du jeu, ont offert des stimulants et des subventions et ont défini des politiques stratégiques de commerce extérieure principalement dans tous les pays industrialisés. Pas un seul pays industrialisé à avoir simplement suivi les marchés et les lois du marché.

1.3. Partout les populations vivent dans des économies dominées par les entreprises et les politiques publiques. Mais ceci ne signifie pas que nous devons accepter la soi-disant efficacité et légitimité de l'échange de marché ou un Etat planificateur centralisé. De multiples échanges de divers "objets" matériels et immatériels doivent avoir lieu entre acteurs pour que la vie économique se poursuive et ceci requiert l'existence et l'inter-fonctionnement de différentes sortes de marché. Nous rejetons l'hypothèse qu'une autorité centrale puisse décider le transfert de ces "objets" d'un acteur à l'autre et dicte la plupart des comportements en matière économique.

1.4. Cela ne signifie pas que la soi-disant loi de l'offre et de la demande doive être révérée. Ce n'est pas une loi divine ou naturelle et conduit souvent à une concurrence à couteaux tirés quand la coopération produirait des résultats meilleurs pour tous. Notre idée à propos des marchés et des échanges est de se centrer sur la rareté sociétale au lieu de la rareté économique.

1.5. Quand huit personnes viennent pour prendre un repas et que la table est préparée pour cinq seulement, la "loi" de l'offre et de la demande élèverait le prix du repas jusqu'au niveau où trois des personnes abandonnent la partie parce qu'il est devenu trop cher pour eux. La concurrence et les lois du marché enrichissent les riches et appauvrissent les pauvres. Que devons-nous faire? Coopérer et négocier : de sorte que tous les huit puissent partager au mieux les cinq repas.

1.6. Un cas empirique concerne l'agriculture au niveau mondial. Nous ne pouvons pas imaginer que les pays industrialisés (tels que l'Union Européenne, le Japon et les Etats-Unis) abandonnent totalement leurs paysans, mais il est urgent, dans le même temps, d'aider les centaines de millions de paysans des pays du Sud à vivre de leurs activités agricoles en exportant une part de leur production et que les affamés puissent se nourrir. Dans ce cas, comme dans la plupart des autres, des solutions doivent être cherchées par la négociation et c'est une absurdité de chercher seulement à restaurer les lois du marché.

1.7. Bref nous rejetons l'idée que n'importe laquelle de nos communautés (locale, nationale, mondiale) doit être une "Ecocratie" dominée par la logique du marché et les agents du marché. Le fonctionnement des communautés doit être gouverné par la poursuite collective de leur intérêt commun, définie et stimulée par leurs engagements éthiques. L'économie doit être subordonnée à cet intérêt commun et la vie sociale ainsi que les ressources matérielles doivent être organisées pour atteindre les objectifs collectifs.

1.8. Ceci signifie également que la main invisible du marché où les individus sont supposés se rencontrer comme des égaux ne peut être assimilé à la démocratie. La démocratie est coopération et non pas concurrence à couteaux tirés, la démocratie est négociation et délibération et non subordination à des lois supposées naturelles, la démocratie est échange entre égaux et coopération. Les buts collectifs doivent être dessinés démocratiquement et ceci s'applique en particulier à ceux concernant les activités économiques : que produire et comment pour le bien collectif présent et futur?

2. A propos de l'individualisme /du holisme, de la rationalité/ d'un comportement approprié, de la confiance/du pouvoir, du travail, des communautés entreprenantes, de la valeur sociétale.

2.1. Nous sommes convaincus que chaque individu et chaque groupe impliqués dans des activités économiques ont leur propre stratégie. Même s'ils rencontrent des contraintes fortes et réelles, ils ont encore un degré de liberté de telle sorte qu'ils peuvent réellement faire des choix; les groupes et les communautés peuvent concevoir et mettre en œuvre des politiques. Ce fait largement reconnu amène à considérer à la fois l'individualisme méthodologique et le holisme méthodologique. En d'autres mots, alors que la vie sociale est toujours dépendante du sentier, il y a toujours des opportunités pour

façonner un nouveau et meilleur chemin pour faire face aux besoins, désirs, aspirations, à la fois individuels et collectifs.

2.2. Aucun comportement individuel n'est dicté par la rationalité pure ou par la rationalité limitée. Les comportements sont le plus souvent liés à la façon dont les individus sont insérés dans divers contextes sociétaux et à leur compréhension de ce qui est approprié dans ces contextes. Parfois c'est de continuer avec un comportement de routine, parfois c'est nouveau : mais ce n'est jamais le simple résultat d'un calcul explicite ou implicite du meilleur intérêt personnel.

2.3. Ce n'est pas pour dire que chacun est toujours dans un esprit philanthropique : les relations entre les gens ne sont pas une abstraction, elles sont faites de confiance et /ou de pouvoir, en raison de leur place et de leur rôle dans la communauté et de leurs aspirations.

2.4. Le travail est au centre des activités économiques et implique habituellement de multiples relations. Il y a travail chaque fois que quelqu'un contribue à l'amélioration directe ou indirecte du bien-être d'une communauté et tout travail de ce type doit être reconnu. Par conséquent le concept de travail ne doit pas être réduit à la force de travail vendue sur un marché pour un salaire. Tandis que toute communauté doit partager le bien-être amélioré entre ses membres, elle doit aussi rétribuer les membres qui contribuent à ce bien être et fournir à ses membres la capacité de faire de telles contributions. La nature et les modalités de rétribution ou de rémunération et les conditions dans lesquelles les contributions sont organisées ou peuvent être offertes, sont toutes deux des questions importantes.

2.5. L'organisation du travail dans des lieux dédiés à la production d' "objets" se fait habituellement dans une "entreprise". Les entreprises devraient être conduites comme des communautés entreprenantes où les membres sont engagés à coopérer pour produire des ressources qui ont une valeur sociétale réelle pour une communauté plus large.

2.6. La valeur sociétale du travail est un concept cohérent avec celui de rareté sociétale introduit dans le premier point. La valeur sociétale est aussi la mesure de la vraie richesse et le moyen d'apprécier comment les activités productives y contribuent - à travers le travail-.

3. A propos du non-disciplinaire, d'équipes mondiales, de théorie, de preuves solides, de slogans, d'innovations sociétales, d'éthique, d'enseignement en science humaine et sociale

3.1. Tout ce qui a été dit plus haut implique que les activités économiques doivent être observées et comprises d'une manière étendue qui inclut tous les autres composants entrelacés de la vie des communautés, sociaux, politiques et éthiques. Ceci constitue une exigence forte pour les intellectuels qui veulent produire un savoir pertinent sur les activités économiques. Nous devons aller bien au-delà de nos approches disciplinaires actuelles même si nous avons été habituellement formés comme spécialistes d'une discipline. Nous sommes convaincus que les savoir disciplinaires ne suffisent pas et que nous avons besoin de rejoindre des collègues de différentes disciplines pour dépasser les limitations des approches disciplinaires étroites.

3.2. De même nous sommes également convaincus que nos points de vue sont biaisés par les contextes sociétaux dans lesquels nous travaillons, nous avons vraiment de faire équipe avec des collègues venant d'environnements sociétaux différents de par le monde. Par conséquent nous essaierons toujours d'organiser des équipes avec des collègues formés dans au moins deux disciplines et originaires d'au moins deux continents.

3.3. Bien que notre approche soit clairement orientée vers l'action et que nos analyses soient fondées sur des observations de terrain, notre projet général est principalement intellectuel. Ceci amène des dimensions nécessairement théoriques et conceptuelles : nous avons pour objectif de construire un savoir nouveau, rigoureux et pertinent. C'est une illusion de croire qu'il y a de pures observations des faits : les observations sont toujours façonnées par les outils employés et leur interprétation dépend des dimensions théoriques et conceptuelles qui sont rarement définies explicitement. Par conséquent il nous faut coopérer pour développer des concepts et des outils d'observation qui nous rendent capables de nous déplacer au-delà des frontières étroitement disciplinaires et comprendre comment fonctionnent les économies réelles dans des contextes sociétaux réels. Appuyés sur une re-construction intellectuelle rigoureuse du monde concret nous pourrions voir que le monde est tout à fait différent de sa représentation en termes d'économie de marché.

3.4. Ceci nous aidera aussi à éviter de procéder à des affirmations infondées. Même s'il nous paraît clair que certaines affirmations de tel courant théorique sont des absurdités, il nous faut pourtant donner des preuves solides pour nos propres propositions alternatives. Nos assertions doivent être documentées et testées. Par exemple nous devons montrer que des communautés entrepreneuriales peuvent fonctionner et mieux que les entreprises gouvernées par les marchés ou qu'il est faisable et raisonnable d'annuler les dettes de tous les pays du tiers-monde.

3.5. C'est ici que nous différons des mouvements de protestation : ils organisent des manifestations et des réunions avec une liste d'exigences et d'affirmations. Nous pouvons être d'accord avec certaines d'entre elles. En tant que groupe PEKEA, nous les prenons cependant en compte seulement quand elles sont pertinentes pour nos projets de recherche, soit comme des hypothèses soit comme des conclusions probables. Dans le cadre de PEKEA, notre tâche est d'organiser la recherche nécessaire.

3.6. Par exemple, "effacer les dettes du tiers monde" n'est pas pour nous un slogan, mais un thème important et difficile pour un projet de recherche. Nous avons à en expliquer la nécessité et à prouver sa faisabilité. Ceci nous amène à analyser et intégrer beaucoup d'éléments : il y a des expériences du succès de suppression de la dette pour les pays les plus pauvres avec principalement une dette extérieure publique vis à vis de prêteurs publics; il y a des expériences, dans l'après crise de 1982, de la chute de la valeur des dettes publiques et privées vis à vis des banques privées sur les marchés financiers; il y a différentes histoires présentes, de l'Argentine au Cameroun à considérer. En outre, tout autant que l'examen de la suppression des dettes, nous devons considérer une future organisation possible de transfert de ressources financières de pays à surplus vers les pays à déficit.

3.7. Notre posture intellectuelle ne doit pas nous éloigner du monde réel; au contraire nous voulons être et nous devons être au service des populations de nos communautés. Ceci signifie tout d'abord de les écouter et de tirer des enseignements de ce qu'elles font comme innovations sociétales. Nous

devons aussi aider à transformer des savoir tacites en connaissances explicites et mettre en lumière des connaissances codifiées que PEKEA construira. Ceci offrira une meilleure lecture de leurs activités, y compris de ces innovations sociétales - par ex dans les domaines de l'économie solidaire-, et éclairera les choix entre les comportements appropriés pour les individus comme pour les décideurs de politiques.

3.8. Nos efforts doivent être conçus en accord avec l'éthique de nos communautés. Rappelons qu'aucune taxinomie est neutre et que la plupart des catégorisations de personnes impliquent habituellement un jugement de valeur qui doit être explicite et se réfèrent à l'éthique. Notre travail de recherche est mu par nos efforts pour aider nos communautés et ses membres à atteindre leurs buts et à faire des progrès pour transformer le monde en une planète humaine et solidaire. Par conséquent, PEKEA est impliqué, partout dans le monde, quand des populations luttent contre la "mauvaise" économie et s'efforcent d'établir une organisation locale pour mettre les activités économiques au service de l'humanité.

3.9. Assurément pour le moment nous ne pouvons nous mobiliser sur tous ces cas qui nous interpellent. Cependant notre contribution intellectuelle a deux intérêts. En premier, elle offrira une alternative scientifique pour inspirer ceux qui subissent des pressions pour abandonner leurs expériences ou leurs pratiques au nom des rationalités et des principes des courants dominants. Et, en second elle offrira des indications explicites pour tous ceux qui sont déjà impliqués dans des activités économiques et qui veulent "étudier" l'économie plus avant qu'ils soient ou non des étudiants formels. Nous devons organiser entre les membres actifs de notre réseau des groupes de travail et avec des membres associés, des enseignements de diverses formes, en particulier sur internet, sur différents aspects des activités économiques à partir de nos travaux de recherche. Ce faisant nous progresserons vers un nouveau type de formation en science humaine et sociale, en cohérence avec les fondements généraux de PEKEA.

Photo 1 : discours d'ouverture de José Antonio Ocampo secrétaire exécutif de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique Latine) qui accueille notre colloque international de lancement.



SEMINARIO INTERNACIONAL.- El Secretario Ejecutivo de la CEPAL, José Antonio Ocampo, interviene en el Seminario Internacional en el que se analizaron las actividades económicas globales desde el punto de vista ético, político y cultural. A su lado, la Rectora de la Academia, Cecilia Leiva.

Photo 2 : Table ronde de premier rang d'une séance plénière de discussion.



Photo 3 : Une partie des participants à une séance plénière de discussion

